
Étudiants touaregs dans l'ancien bloc soviétique

Entre Mali et Azawad

Amalia Dragani



Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20735>
DOI : 10.4000/etudesafriaines.20735
ISSN : 1777-5353

Éditeur

Éditions de l'EHESS

Édition imprimée

Date de publication : 1 juillet 2017
Pagination : 417-432
ISBN : 978-2-7132-2688-5
ISSN : 0008-0055

Référence électronique

Amalia Dragani, « Étudiants touaregs dans l'ancien bloc soviétique », *Cahiers d'études africaines* [En ligne], 226 | 2017, mis en ligne le 01 avril 2019, consulté le 02 janvier 2020. URL : <http://journals.openedition.org/etudesafriaines/20735> ; DOI : 10.4000/etudesafriaines.20735

© Cahiers d'Études africaines

Étudiants touaregs dans l'ancien bloc soviétique

Entre Mali et Azawad*

Le retour de la violence au Mali, au-delà des problèmes sécuritaires qu'il pose, renvoie aux rebondissements de la question nationale que l'on avait cru résoudre au sortir de la colonisation avec la construction et la structuration de l'État postcolonial, dans le cadre de l'orientation socialiste adoptée par Modibo Keita. Le bloc de l'Est et l'URSS en particulier furent alors les destinations privilégiées pour la formation des nouvelles élites. Il reste qu'au nombre des soubresauts entre le Nord et le Sud qui ont émaillé l'histoire de ce pays, on ne peut s'empêcher de s'interroger sur la place qui revient aux citoyens touaregs dans le processus de construction d'une identité malienne.

L'intention est ici de tenter d'apporter quelques éléments de réponse à cette interrogation en suivant des anciens étudiants appartenant à la société touarègue et formés en URSS ou dans les pays de l'ancien bloc soviétique. Bien qu'ayant occupé une position périphérique par rapport aux dynamiques politiques nationales, en tant qu'individus appartenant à une minorité, leurs parcours n'en expriment pas moins la complexité d'une situation dont on ne peut saisir les enjeux sans interroger sa construction historique.

La « question touarègue » : de l'État colonial à son actualité post-coloniale

La pénétration française (1881-1903) et italienne (1911-1913) mit fin à la domination touarègue dans les régions sahariennes et sahéliennes, non sans

* Je remercie sincèrement Ali, Badacha, Balkissa, Ibrahim, Zakiyatou, et les membres du programme ÉLITAF de la Fondation Maison des sciences de l'Homme, pour leurs remarques et suggestions sur ce texte et sur la recherche en cours sur les mobilités internationales des étudiants touaregs.

avoir rencontré une résistance souvent farouche¹ (Bernus *et al.* 1993 ; Boilley 1999 ; Claudot-Hawad 1990, 1998 ; Fuglestad 1983 ; Klute 1996 ; Lecocq 2002).

La population décimée, sous le choc de l'extermination des guerriers « nobles » censés la défendre, négocia avec l'ennemi sa soumission ou s'exila, notamment en Arabie saoudite, Algérie, Mauritanie et au Maroc. Le rôle des élites, dans ce contexte, était d'une part de servir de relais au pouvoir colonial et, d'autre part, de tenter de protéger la population et le peu de prérogatives qui restaient aux chefferies traditionnelles. Dans certains cas, il s'agissait d'une stratégie pour différer une résistance armée qui se manifesta dès 1916, en profitant de la faiblesse des envahisseurs impliqués dans la Première Guerre mondiale² (Brock 1990 ; Fatoumata 1976 ; Fourcade 1938 ; Fuglestad 1973, 1976).

Mais les mouvements insurrectionnels n'aboutirent pas à la libération du joug colonial, ni à un rétablissement de la domination touarègue sur la région. Des phénomènes de « résistances multiples et diffuses » à l'assimilation, au recensement, à l'impôt et au contrôle se poursuivirent durant toute la période coloniale³ (Boilley 1999 : 319).

La politique coloniale française causa des bouleversements importants parmi lesquels l'abolition de l'esclavage domestique, l'instauration d'une nouvelle hiérarchie agréée par le colonisateur (remplacement des chefs traditionnels par des autres plus soumis au nouveau pouvoir), l'institution d'un

-
1. Notamment l'anéantissement de la mission Flatters (1881) par les Kel Ahaggar, de l'expédition du lieutenant-colonel Bonnier (1894) par Chabboun ag Fandagammo de Tinguereguif, ou de l'escadron de spahis à Tombouctou (1897), pour ne citer que quelques exemples. L'un après l'autre, tous les centres touaregs tombent dans les mains françaises, sauf les Ajjer qui sont sous domination ottomane et ensuite italienne : Tombouctou est conquise en 1894, l'Ahaggar en 1902, la ville caravanière d'Agadez en 1903. Les Italiens remportent la victoire dans la guerre italo-turque (1911-1913) suite à laquelle ils occupent le Fezzan (sud libyen) dominé par les Kel Ajjer. Leur présence dans le Sahara fut toutefois fragmentée à cause de l'entrée en guerre de l'Italie en 1915, durant la Première Guerre mondiale. En outre, les oasis du Fezzan étaient considérées moins intéressantes que les régions, fertiles et proches des côtes italiennes, de la Cyrénaïque et de la Tripolitaine. Une deuxième occupation de la Libye, suite à la guerre de reconquête (1920-1931) comporta la création de la *Libia italiana*, alors que le Fezzan fut intégré en 1931 à une entité appelée *Territorio militare del sud* (Territoire militaire du Sud), contrôlée directement par l'armée et qui comprenait l'oasis de Ghat et de Ghadamès, siège d'un fort militaire, où nomadisaient les Kel Ajjer, notamment les Ugharen (TUCCI 1949).
 2. En 1916, en effet, Agadez est reprise par Kaossen ag Wantigidda, un « noble » des Ikazkazan et l'*amenokal* (chef) des Iwellemedan, Fihrun, défie les Français à Tombouctou, tandis qu'Al Khorer, à la tête des Kel Nan, mène des attaques en Azawagh.
 3. Remarquable, chez les Kel Adagh, le cas d'Alla ag El Bechir, un « bandit » qui tire sur le groupe du chef de subdivision Clauzel en 1949, en parvenant à tuer l'un de ses goumiers et blesse le sergent Hughet dans une attaque qui lui est pourtant fatale en 1954. Sa tête fut exposée par les Français au puits de Boughessa. Sur cet épisode, voir P. BOILLEY (1999 : 249-268).

principe dynastique masculin (Marcy 1941), la création de chefferies d'anciens tributaires (*imghad*) et l'« anoblissement » de certaines chefferies maraboutiques. Si les Touaregs ne connurent pas les travaux forcés, comme les habitants du Sud, cela est dû à l'appropriation par les colons des terres de culture oasiennes et à leur redistribution aux anciens esclaves. En outre, en raison de la résistance farouche opposée au colonisateur, celui-ci se garda d'encourager les Touaregs à maîtriser les armes à feu modernes et à connaître des milieux métropolitains où existaient des revendications émancipatrices fortes.

C'est pourquoi un nombre très exigü de Touaregs ont prêté service dans l'armée lors de la Seconde Guerre mondiale (Oualett Halatine 2015 : 220-230) et aucun Touareg n'avait suivi d'études en « métropole » ni n'avait, à cette époque, été familiarisé avec les idéologies occidentales, comme le marxisme ou le socialisme, qui ont alimenté l'anti-impérialisme et l'anti-colonialisme des autres élites africaines.

Le moment venu de la décolonisation, absents de tout mouvement indépendantiste, politique et syndicaliste, faiblement représentés dans les instances nationales (au Mali, par un seul député touareg, Mohamed ag Elmehdi), car faiblement scolarisés, les Touaregs furent mis à l'écart de la vie politique malienne naissante.

La création de la République soudanaise, puis de la République du Mali, fut vécue par les Touaregs comme une trahison, un coup de Jarnac de la part des Français. Après avoir durement combattu l'occupant français, il était pour eux incompréhensible d'être dorénavant « cédés » à des gens du Sud, devenus « héritiers » de l'administration et du pouvoir colonial. Aux yeux des Touaregs, ces derniers étaient totalement illégitimes car ils avaient pris la relève sans coup férir ; or, du point de vue de l'idéologie guerrière et aristocratique de la distinction par l'honneur, la légitimité s'acquiert par les armes. D'autant que sitôt les Touaregs « incorporés » au Mali, Modibo Keita, fort de l'orientation socialiste de son régime, refusa d'accorder un rôle médiateur aux chefferies traditionnelles considérées comme « féodales ». Par la suite l'Azawad connut des rébellions cycliques, en 1963-1964, 1990-1992 et 2006 (Lecocq 2002). La plus récente, en 2012-2013, internationalisa le conflit par l'entremise des groupes djihadistes et de l'opération Serval, puis Barkhane, dans un contexte géopolitique marqué par la course aux ressources minières dont regorge le sol azawadien.

Deuil du nomadisme et école

La construction des identités nationales a souvent été réalisée par le haut, et l'école, qui détient le monopole de la culture légitime, a constitué le lieu privilégié de la diffusion de cette culture nationale d'où la tentative d'assimilation forcée à travers la scolarisation (ag Litny 1993 ; Bernus *et al.* 1993 : 150-157 ; Boilley 1999 : 219-234 ; Camel 1993). Des récits d'anciens

élèves (ag Foni 1990 ; ag Mohamed 1997) nous informent des raptés d'élèves par les administrateurs coloniaux⁴, auxquels répondaient différentes stratégies parentales. Les enfants étaient soit cachés dans les montagnes ou dans des grottes, soit remplacés par des petits esclaves, des « vassaux » et des « bâtards », ou alors les familles se déplaçaient en Ahaggar, où la scolarisation n'était pas obligatoire. La riposte des colons se traduisait alors par des internats scolaires d'où les enfants cherchaient à s'échapper par des fugues répétées. Les témoignages de maltraitements verbales (insultes, dérisions), physiques (punitions), ou symboliques (coupure des tresses, coiffure masculine traditionnelle réservée aux garçons) viennent souvent étayer la vie scolaire de ces enfants touaregs en milieu urbain (ag Foni 1990 ; ag Mohamed 1997 ; Bernus *et al.* 1993 : 150-157). Par ailleurs, hébergés chez des sédentaires, les conditions de vie et de logement étaient généralement éprouvantes pour ceux des enfants qui poursuivaient leurs études en ville.

Avec la mise en vigueur de la sédentarisation, même l'enseignement en arabe n'était pas épargné. Un témoignage que nous avons recueilli en 2011, en Algérie auprès d'un poète — aujourd'hui cinquantenaire et cadre à Tamanrasset — fait part de son traumatisme dû à la scolarisation forcée en arabe, qui l'a arraché à la vie nomade et aux affects familiaux, en le rendant presque aphasique pour une période — fort heureusement courte — de son enfance. Pour pallier ce silence et ce qu'il n'hésite pas à appeler un « deuil » — le deuil de la vie nomade qu'il a dû faire enfant —, il commença à composer de la poésie en langue maternelle.

Dans l'actuel Mali, dans la région de Goundam, la première école⁵ en milieu nomade fut ouverte en 1917 pour les Kel Ansar ; cette première tentative fut de courte durée, l'administration n'ayant apporté aucun moyen et laissant tout le poids de l'école et l'entretien des enfants aux chefs de tribus et populations. Exceptée la petite parenthèse de 1917, la scolarisation en milieu touareg a effectivement commencé en 1945, alors que l'école des fils de chefs à Kayes avait déjà été ouverte vers 1908.

Si 1945 signe le début de la scolarisation des enfants nomades avec la réouverture des écoles de Goundam, l'Adghagh dut attendre la création de l'école d'Agharous en 1947. Quant à la région de Gao, seules deux écoles y étaient actives en 1946, l'une pour les Kunta à Agamhor et l'autre pour les Kel Essuk à Ansongo. En 1956, des écoles nomades, sur le modèle de celle de l'Ahaggar, furent créées à Inakounder, Gossi, Ras el Ma et Djebock

-
4. Nous avons à disposition des autobiographies d'instituteurs français d'école nomade, tant en Algérie (BARRÈRE 2014 ; GAST 1991, 2004) qu'au Mali (CLAUZEL 1989), qui exposent leur point de vue sur la difficulté de scolariser les enfants nomades en raison des transhumances qui rendent nécessaire la création d'écoles nomades dans les territoires occupés. Des travaux inédits et de la littérature grise (mémoires des étudiants touaregs, thèses, rapports des ONG) sont disponibles (AG LITNY 1992 ; ALHASSANE 2004, 2006 ; ALHATT 2001).
 5. Cette école nomade, créée à Goundam en 1917 fut fermée en 1927 et ré-ouverte en 1936, sur l'insistance de Mohammed Ali agg Attaher.

et, en 1958, une école « sédentaire » fut ouverte à Kidal (Boilley 1999 : 222-224)⁶.

Si les élites touarègues, longtemps tenues à l'écart de l'éducation coloniale, prirent conscience de la nécessité de s'emparer des outils du savoir occidental, ce fut notamment grâce à Mohamed Ali ag Attaher, un *amenokal* (chef) et érudit du groupe des Kel Ansar qui avait compris que la scolarisation était indispensable pour éviter une potentielle marginalisation et soumission aux élites subsahariennes (Bonte & Claudot-Hawad 2000). Ceci permet de nuancer une interprétation, excessivement binaire, du processus d'appropriation de l'institution scolaire par les Touaregs⁷ qui suit le schéma rejet/acceptation.

Après avoir été confrontés à des blocages institutionnels, ag Attaher et son fils décidèrent en 1920 de scolariser deux cents enfants pour leur permettre de poursuivre des études supérieures et de devenir des cadres. Le chef touareg se heurta à de nouvelles difficultés, mais réussit malgré tout, grâce à ses relations internationales, à inscrire deux jeunes en Algérie, deux autres à Saint-Louis du Sénégal, une trentaine à Tripoli et autant à Benghazi et à Al-Azhar. Dans son récit, recueilli par H. Claudot-Hawad et M. Hawad, ag Attaher Insad (1990) souligne l'absence d'une politique de scolarisation des Touaregs, qu'il juge intentionnelle et visant une mise à l'écart radicale⁸.

Grâce à ses efforts, des écoles primaires surgirent en milieu « nomade » et une petite partie des élèves poursuivit leurs études au collège de Diré jusqu'en 1962. Ce collège fut ouvert sur insistance de Mohamed Ali ag Attaher qui voulait que des enseignants soient formés pour le « milieu nomade ». Au départ, ce collège a formé essentiellement des instituteurs, comme Zakiou ag Rhissa, Abdoulahi ag Hamada, Moulaye ag Mohamed et

-
6. Outre les enseignants touaregs (BOILLEY 1999 : 222-224 ; CAMEL 1993 : 57-66 ; COMBELLES 1993 : 135), d'autres enseignants provenaient du Sud ; ils étaient souvent envoyés au Nord parce qu'indésirables chez eux, et certains, comme M. Mamadou Ba ou Cheikh Bathili, furent renvoyés à cause d'épisodes de brutalité envers les élèves. Des Français étaient aussi parmi les enseignants, tels André Roche et Marceau Gast auprès du campement de l'*amenokal* (chef) des Kel Ahagar, Guy Barrère à Idelès, Marcel Bobo à Tinzaouaten, Claude Clauzel à Kidal (BARRÈRE 2014 ; CLAUZEL 1989 ; COMBELLES 1951, 1989, 1993 ; GAST 1991, 2004). Sur le rôle des enseignants à l'époque coloniale, voir aussi COLONNA (1975), JÉZÉQUEL (2005) ; et sur la politique scolaire des Français en Afrique occidentale, on peut lire AUTRA (1956), BOUCHE (1975), CONKLIN (1997), JÉZÉQUEL (2003).
 7. Le cas de Kel Ansar ne fut pas le seul. Au près des Kel Aghlal, un groupe maraboutique de l'actuel Niger, où nous avons effectué notre terrain de doctorat, l'école avait été acceptée par ces érudits qui y voyaient une manière d'accroître leur savoir. Leur identité touarègue et musulmane leur apparaît tellement solide qu'ils ne craignent pas de courir le risque d'être acculturés.
 8. L'historienne F. CAMEL (2000) remarque toutefois, dans un article qui porte sur la construction coloniale de l'élite Kel Ansar, qu'aucune source d'archive coloniale ou militaire ne rapporte de propos qui validerait l'hypothèse du chef touareg, selon laquelle les Touaregs auraient été écartés volontairement de la scolarisation pour bouleverser l'ordre hiérarchique traditionnel et les affaiblir vis-à-vis des autres groupes sahéliens.

tant d'autres⁹. Quelques-uns d'entre eux ont pu poursuivre leurs études pour atteindre le niveau du baccalauréat, alors qu'aucune fille touarègue ne fut scolarisée, ni au collège, ni au lycée. C'est seulement en 1960 que des filles passent le cap du primaire ; entre 1970 et 1975 quatre d'entre elles arrivent au niveau du brevet et du baccalauréat dans les Écoles normales ou au lycée : Fati Oualett Halatine et Khadijatou Oualett Halatine ont fréquenté l'École normale technique féminine (ENTF) de Ségou, Zakiyatou Oualett Halatine l'École normale de Bamako, et Rokiyatou Oualett Mohamed l'École centrale pour l'industrie, le commerce et l'administration (ECICA).

Après l'indépendance, l'effort de scolariser les enfants des nomades s'est dilué dans la politique nationale de scolarisation. Beaucoup d'écoles furent créées, mais la singularité des « écoles nomades » a disparu ainsi que l'attention à la scolarisation spécifique des enfants de milieu nomade, en nombre réduit suite aux sécheresses catastrophiques des années 1963-1964, 1973-1974, 1983, 2010 qui ont ravagé le cheptel.

La politique nationale en matière d'éducation a conduit le Mali à créer ses propres écoles supérieures : l'École normale supérieure, l'École nationale d'ingénieurs, l'École nationale d'administration, l'Institut polytechnique rural et peu après l'École de médecine. C'est dans ces écoles que furent formées la plupart des générations à partir de la fin de la première République, vers 1968. Le nombre d'étudiants d'origine saharienne y demeurera toujours réduit.

Étudiants touaregs dans le bloc de l'Est

Le nombre d'étudiants touaregs boursiers de l'État du Mali formés dans l'ancien bloc soviétique (URSS, Cuba, Tchécoslovaquie, Roumanie) est resté très faible comparativement à celui de leurs compatriotes qui ont obtenu un diplôme dans les mêmes pays, environ 2 500 pour la seule URSS entre 1962 et 1993¹⁰. En effet, seulement une vingtaine d'étudiants touaregs ont étudié au cours des années 1960-1990 en URSS et dans les pays affiliés. Entre 1972-1973 et 1990, dix-huit étudiants ont été répertoriés dans les pays de l'Est. Parmi eux, certains sont allés en URSS (dont deux à Leningrad et à

9. ag Mohamed, Mohamed Ali (dit Handawa) ag Hamaty, Mohamed ag Ould, Mohamed ag Najim, Muphtah ag Haïri, Hama ag Mahmoud, Ahmed Mohamed ag Hamani, Zeini ag Mahoud, Ambeiri ag Rhissa, Mohamed Ahmed ag Attaher (Indexma), Mohamed Ali ag Mokhtar, Ahmedou ag Hama, Hamzata Hamid ben Alhousseini, Mohamed Ali ag Hamamatel, Dahmane ag Hamamoulou, Ahmed Mohamed ag Hamani, Younouss Hamey Dicko, Ibrahim ag Youssouf, Dedi ag Mohamed, Aboubacrine ag Ayaya, Abdoulahi ag Hamouna, Idiass Mmeck, Abba Ould Mohamed Najim, Hamoudi Ould, Ibrahim ag Hamani, Hamey ag Mahmoud, Mohamed ag Mahmoud, Hado ag Mahmoud, Mohamed ag Noutnout.

10. Pour une vision d'ensemble des circulations afro-soviétiques, voir KATSAKIORIS (2015), MATUSEVICH (2008a, b, 2012), DE SAINT MARTIN, SCARFÒ GHELLAB & MELLAKH (2015), YENGO (2011).

Moscou), en Tchécoslovaquie, en Pologne, en Ukraine, et d'autres auraient été envoyés en Roumanie. Ils sont tous rentrés au Mali après leurs études, et un seul a épousé une femme russe.

Parmi ces pionniers touaregs qui obtinrent une bourse de l'État malien, figure le professeur Abdoullahi ag Rhaly, aujourd'hui retraité à Bamako, qui a étudié la médecine aéronautique et sportive dans les années 1960. Il fut professeur de médecine, directeur de l'Institut régional de santé publique (IRSP), directeur de l'Organisation de coordination et de coopération pour la lutte contre les grandes endémies (OCGE) à Ouagadougou et président du Comité d'éthique du Mali. Dans les années 1970, un deuxième boursier, le docteur Ousmane ag Mohamed partit en URSS pour ses études. Rapatrié à Bamako, il y termina ses études de médecine, servit à Bamako, à Gao, puis à Tombouctou comme médecin. Il mourut de soif, avec son fils âgé de quatre ans, en tentant de fuir les exactions de l'armée consécutives à la rébellion de 1990.

À la fin des années 1970, Hamata ag Hantafaye a suivi des études d'ingénieur en froid. De retour à Bamako, il a travaillé au Laboratoire de l'énergie solaire et fut directeur de l'Agence nationale de développement des bio-carburants ainsi que directeur national de l'Énergie solaire. Hamata ag Hantafaye a dû fuir le pays dans les années 1990, puis en 2012. Pendant une dizaine d'années, il s'est installé en Mauritanie où il a travaillé dans le privé. Lorsqu'éclata la rébellion de 1990, plusieurs mouvements locaux furent créés suite aux exactions commises contre les civils et il fut l'un des membres d'un petit mouvement, le Front uni de libération de l'Azawad (FULA). Puis vers la fin de la rébellion, les mouvements fusionnèrent dans les Mouvements et fronts unifiés de l'Azawad (MFUA) dirigés par Zahabi ag Sidi Mohamed. À la signature de l'accord de paix, Hamata ag Hantafaye rentra à Bamako.

Son frère, Abderahmane ag Hantafaye (dit Billa Ansari), a fait des études d'architecture et a travaillé à Bamako dans le privé. Lui aussi a dû fuir le pays pour la Mauritanie un certain temps, lors des deux dernières rébellions. Ils sont connus tous les deux pour leur position politique neutre lors du récent conflit.

Zakiyatou Oualett Halatine, issue du lignage des Kel Ansar¹¹, ingénieure industrielle, a fréquenté l'École polytechnique de Lviv puis l'Institut polytechnique de Kiev en Ukraine. Elle a été fonctionnaire et a travaillé dans des organisations de développement, à la fois pour le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) local, et pour l'Organisation

11. Au moins une douzaine d'étudiantes et étudiants touaregs en URSS et dans les pays affiliés, cités dans cet article, sont issus du groupe maraboutique des Kel Ansar, considéré comme étant parmi les plus « intellectuels » en raison de la présence de nombreux érudits et lettrés musulmans ; c'est dans ce groupe que les premières expérimentations d'écoles nomades ont vu le jour en 1917 avec l'appui du chef local Mohamed Ali g Attaher (AG ATTAHER ÎNSAD 1990 ; CAMEL 2000).

des Nations unies pour le développement industriel (ONU/DI). Elle a aussi été ministre du Tourisme et de l'Artisanat (1999-2002)¹² dans le gouvernement d'Alpha Oumar Konaré. Pendant les années 1990 et encore en 2012, suite aux pillages de sa maison et de celles de plusieurs autres de ses proches, elle aussi a dû fuir le pays. Porte-parole de l'Association des victimes et réfugiés de l'Azawad (ARVRA), elle travaille actuellement à la rédaction de ses ouvrages (Oualett Halatine 2013, 2014, 2015, 2016).

Son frère Zaki ag Halatine, ingénieur d'aviation civile, formé lui aussi à Kiev, a travaillé comme ingénieur mécanicien. Il a été obligé de quitter le pays en 1982 et il est décédé en 1984, suite à un accident de voiture. Ancien étudiant à Leningrad (aujourd'hui Saint-Pétersbourg), Ali ag Mohamed El Maouloud, petit-fils du chef de Gargando, issu lui aussi du lignage de lettrés musulmans Kel Ansar, avait obtenu une « bourse de l'État malien », après un baccalauréat avec mention afin d'étudier à l'Institut polytechnique « Kalinine » de Leningrad, puis à l'Académie forestière et technique « Kirov » de Leningrad, dans le cadre d'un Master of Sciences of Engineering entre 1973 et 1979. À son retour, il a été de 1980 à 2003 ingénieur à la Société malienne des tabacs et des allumettes (SONATAM), créée dans le cadre de la coopération sino-malienne en 1965, et y a occupé plusieurs postes de direction : chef de la production, puis directeur commercial. En 2006, Ali ag Mohamed El Maouloud est devenu directeur d'une société de boissons gazeuses à Ouagadougou, puis enchaîna des contrats dans le privé comme ingénieur. Il adhéra au Mouvement pour la libération de l'Azawad (MNLA) suite aux attaques perpétrées contre de nombreuses personnes de sa communauté. Aujourd'hui retraité, il vit à Dakar avec sa famille. Il est membre du sous-comité chargé de la justice, de la réconciliation et des questions humanitaires au sein du Comité de suivi de l'Accord d'Alger et membre du Bureau exécutif du MNLA dans le cadre du suivi des Accords de paix.

Étudiant en Roumanie, Elmehdi ag Hamati obtint un doctorat en mathématiques, fut professeur de mathématiques et Secrétaire général du ministère du Tourisme et de l'Artisanat à Bamako, alors que Najim ag Mossa, ingénieur en production d'engrais, étudia à Kharkov (Ukraine), travailla à l'usine de phosphates de Bourem, puis dans le secteur privé. Originaire de la région de Kidal, pendant les rébellions, il se réfugia en Algérie. Originaire de Goundam, Abdoul Razack ag Aboubacrine étudia l'agronomie en Ukraine et travailla avec l'aide de l'église norvégienne et au sein d'ONG.

Des Touaregs d'origine servile étudièrent également dans l'ancien bloc soviétique, tels Erless ag Abidine, ingénieur des Mines qui travailla dans le privé ; Abdoullahi ag Hamada, étudiant à Moscou, ingénieur des Mines, actuellement retraité, qui travailla à la Société nationale de recherche et

12. Sur les femmes africaines en politique, voir aussi LESOURD (2007). Sur le rapport des femmes touarègues à la politique, voir CLAUDOT-HAWAD (1989) et, pour une étude de cas, DRAGANI (2015).

d'exploitation des ressources minières (SONAREM) ; Attaher ag Mohamed, ingénieur en hydraulique à l'opération « Puits » de la Direction nationale de l'hydraulique et de l'énergie (DNHE). Ayant une « peau foncée », ils n'ont pas eu à fuir le Mali lors des rébellions des années 1990 et en 2012.

Pour terminer ce tableau, notons qu'une Franco-Touarègue, Nientao Simone Loiseau dite Takhnouna de Kidal, étudia l'économie en URSS.

Ainsi, ces élites touarègues formées en URSS ont étudié dans leur quasi-totalité dans des spécialités dites techniques et avec une bourse de l'État. D'autres furent envoyées pour des stages politiques en ex-URSS ou à Cuba par le biais du Parti, le mouvement pionnier ou les associations de jeunesse. Partis en tant qu'« animateurs de jeunesse », Cheikhna ag Mohamed fut ensuite agent du protocole et diplomate ; Azaz ag Loudagdag, membre du Haut Conseil des collectivités ; Assarid ag Imbarcawane, député et vice-président de l'Assemblée nationale ; Bayes ag Mohamed, membre du Bureau exécutif central de l'Union démocratique du peuple malien (UDPM), parti unique sous Moussa Traoré, et maire de Ménaka, sa localité d'origine.

De toute évidence, le devenir professionnel de ces étudiants formés dans l'ancien bloc soviétique n'a pas souffert de ségrégation marquée du point de vue de leur intégration dans la fonction publique ou même dans le privé. Le savoir technique acquis leur a permis de s'insérer dans le tissu économique et politique malien. Cependant, les diplômés maliens des grandes écoles « occidentales » ont été probablement les candidats préférentiels au sommet de l'État¹³ alors que les étudiants en URSS étaient considérés surtout comme des « techniciens »¹⁴.

Par exemple, Ahmed Mohamed ag Hamani, formé en France, fut plusieurs fois ministre, puis ambassadeur et Premier ministre ; Mohamed ag Erlaf, formé au Mali et en France, fut aussi plusieurs fois ministre et directeur de l'Agence nationale d'investissement des collectivités territoriales (ANICT) ; Alhassane ag Mohamed Mossa, formé au Mali et aux États-Unis, fut ministre, Directeur des affaires économiques et contrôleur. Ibrahim ag Youssouf, formé au Mali et aux États-Unis, fut fonctionnaire à la Direction nationale de l'alphabétisation fonctionnelle et de la linguistique appliquée (DNAFLA) et consultant.

13. Des Touaregs ont occupé des hauts postes à responsabilité au Mali. Sous la 2^e République à l'époque du parti unique de l'Union démocratique du peuple malien (UDPM), des Touaregs furent ministres dont M. Hamma ag Mahmoud, des membres du bureau exécutif central de l'UDPM (entre autres Mohamedoun agg Assadeck et Baye ag Mohamed). Durant la 3^e République, d'autres Touaregs ont assumé de hautes fonctions : Oumarou ag Ibrahim Haïdara, président d'une institution de la République (Haut Conseil des collectivités) ; Ahmed Mohamed ag Hamani fut Premier ministre de 2002 à 2004 ; Alhassane ag Mohamed Mossa, Mohamed agg Erlaf et Agattam agg Alhassane furent ministres.

14. En effet, entre 1960 et 1980, quatre Touaregs « maliens » ont été envoyés comme boursiers « en Occident » : deux aux États-Unis et deux en France.

Le nombre relativement peu important de Touaregs maliens ayant étudié en URSS ne permet pas de confirmer cette tendance. Mais l'on constate que les postes politiques de haut niveau ou les postes dans la haute administration ont été surtout occupés par des anciens des écoles « occidentales ».

Le destin politique des anciens étudiants touaregs

Le destin politique des anciens étudiants touaregs formés dans l'ancien bloc soviétique n'est pas univoque. Parmi les cadres touaregs cités ici, une personne a été ministre (ministre du Tourisme, poste souvent dévolu aux Touaregs¹⁵), une deuxième vice-président à l'Assemblée nationale, et une troisième, membre du bureau politique du parti au pouvoir, a occupé un poste politique de haut niveau.

Ils se sont confondus dans le lot des Maliens formés à l'étranger qui ont droit par la réglementation en vigueur au Mali à des équivalences pour leurs diplômes obtenus à l'étranger, ainsi qu'à l'accès à la fonction publique, et ils ne sont pas syndiqués. Il semble qu'aucun d'entre eux n'ait été membre de la Fédération des étudiants d'Afrique noire en France (FEANF) ou de l'Association des étudiants maliens en Union soviétique (AESMUS).

L'adhésion au mouvement indépendantiste et à l'État azawadien auto-proclamé ne relève pas, semble-t-il, d'une option « communautaire » mais plutôt d'un choix individuel, effectué souvent à la suite des exactions subies par les siens ou par soi-même ou encore en fonction des opportunités. N'ayant jamais adhéré à aucun groupement politique ni à aucun syndicat avant leur départ en URSS ou dans les pays de l'Est, les anciens étudiants touaregs qui ont été formés dans ces pays ne semblent pas avoir adopté de posture unitaire en matière politique durant leurs années soviétiques, mais ont cependant acquis une conscience plus solide des enjeux géopolitiques internationaux.

Mobilités estudiantines tous azimuts

La chute du mur de Berlin a modifié le sens des migrations universitaires pour les étudiants maliens et particulièrement touaregs qui sont maintenant un peu plus nombreux, mais ne bénéficient que rarement des bourses de l'État. Hormis les aides parentales, ce sont les ONG de développement ou les agences de coopération internationale qui accordent le plus grand nombre de bourses ou de stages, là où l'État, miné par les ajustements structurels,

15. Au Niger également, un Touareg, Rhissa ag Boula a été nommé ministre du Tourisme et actuellement Nina Wallet Intallou est ministre du Tourisme et de l'Artisanat au Mali.

s'est désinvesti de la prise en charge de l'éducation. Les bourses sont toujours centralisées par le ministère en charge de l'éducation qui les octroie. Le nombre de postulants, devenu beaucoup plus élevé qu'auparavant, diminue la chance de candidats n'ayant pas d'appuis, ce qui est le cas des étudiants touaregs.

Les mobilités étudiantes touarègues se produisent aujourd'hui le plus souvent selon un axe sud-sud, avec des trajets qui conduisent des jeunes provenant de milieux ruraux et désertiques ou de petites et moyennes villes vers les capitales : Bamako, Niamey, Alger, ou encore en Afrique anglophone (Afrique du Sud, Ghana, Nigeria) ou vers d'autres pays francophones considérés plus « avancés » (Gabon, Sénégal). Parfois les migrations se font dans le sens sud-nord, avec quelques cas d'étudiants et doctorants boursiers en Europe, en Belgique, en Allemagne ou aux États-Unis.

Les mobilités étudiantes à l'international étant sous le coup des rapports historiques entre États, les pôles de mobilité se modifient d'une décennie à l'autre. Ainsi, la Chine s'est peu à peu instituée comme une destination privilégiée de formation et la plus grande pourvoyeuse de bourses, là où la Russie, qui avait perdu de son importance, recommence depuis peu à financer des mobilités estudiantines de boursiers africains.



Une vingtaine de Touaregs maliens, dont quatre femmes, ont été formés dans les pays de l'ancien bloc soviétique entre les années 1960 et 1993 dans le secteur technico-scientifique (médecine, ingénierie, géologie et chimie). Après avoir contextualisé ces parcours d'étudiants dotés de capital international dans le difficile processus d'appropriation de l'institution scolaire par les Touaregs, leur devenir professionnel et politique a été analysé, tant au sein de l'État malien qu'en appui aux mouvements indépendantistes.

Au-delà de l'information ethnographique et de la reconstruction micro-historique, l'analyse des mobilités afro-soviétiques, et en particulier des trajectoires individuelles d'étudiants touaregs dans la période de la « Guerre froide », nous permet de comprendre la dimension internationale d'acteurs locaux, issus des minorités d'origine nomade et pastorale. Elle éclaire leurs choix politiques respectifs et leurs éventuels engagements dans les mouvements politiques générés par les soubresauts de l'État postcolonial.

Institut des mondes africains (IMAF), CNRS-EHESS, Paris.

BIBLIOGRAPHIE

AG ATTAHER INSAD, M. A.

1990 « La scolarisation moderne comme stratégie de résistance », in H. CLAUDOT-HAWAD (dir.), « Touaregs, exil et résistance », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 57, Aix-en-Provence, Édisud : 141-152.

AG FONI, E.

1990 « Récit d'un internement scolaire », in H. CLAUDOT-HAWAD (dir.), « Touaregs, exil et résistance », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 57, Aix-en-Provence, Édisud : 113-122.

AG MOHAMED, G.

1997 *Le récit de ma vie*, édité par K. Prasse, Copenhague, Université de Copenhague.

AG LITNY, I.

1992 *Systèmes éducatifs et société touarègue. Les Kel Adagh du Nord du Mali*, Mémoire de maîtrise, Paris, EHESS.

1993 « La première école de l'Adagh », in E. BERNUS *et al.* (dir.), *Nomades et commandants. Administration et sociétés nomades dans l'ancienne A.O.F.*, Paris, Karthala : 145-157.

ALHASSANE, K.

2004 *La politique coloniale d'éducation et de formation des ressources humaines au Niger*, Mémoire de DESS, Niamey, École supérieure de commerce et d'administration des entreprises de Niamey (ESCAE).

2006 *L'abandon des cours dans les centres d'alphabétisation en zone nomade : cas du département de Tchintabarade*, Mémoire de fin d'études d'inspection de l'enseignement de base, Niamey, École normale supérieure, UAM.

ALHATT, A.

2001 *Les obstacles de la scolarisation en zone nomade au Niger : cas de Tchintabaraden*, Mémoire de maîtrise, Lomé, INSE.

AUTRA, R.

1956 « Historique de l'enseignement en AOF », *Présence Africaine*, 6, fév.-mars : 68-86.

BARRÈRE, G.

2005 *Biographies et récits de vie*, Rabat, Institut de recherche sur le Maghreb contemporain.

2014 *Maître d'école au Sahara : de 1947 à 1978*, Paris, L'Harmattan.

BERNUS, E., BOILLEY, P., CLAUZEL, J. & TRIAUD, J.-L. (DIR.)

1993 *Nomades et commandants. Administration et sociétés nomades dans l'ancienne AOF*, Paris, Karthala.

BOILLEY, P.

1999 *Les Touaregs Kel Adagh. Dépendances et révoltes : du Soudan français au Mali contemporain*, Paris, Karthala.

BONTE, P., CLAUDOT-HAWAD, H. (DIR.).

2000 *Élites du monde nomade touareg et maure*, Aix-en-Provence, IREMAM, Édisud.

BOUCHE, D.

1975 *L'enseignement dans les territoires français de l'Afrique Occidentale de 1817 à 1920*, 2 vol., Thèse de doctorat, Paris, Université Paris I.

BROCK, L.

1990 « Histoire, tradition orale et résistance : la révolte de 1917 chez les Kel Denneg », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 57 : 49-76.

CAMEL, F.

1993 « L'enseignement colonial chez les nomades, les premières tentatives au Soudan français (Goundam, 1917-1947) », in H. CLAUDOT-HAWAD (dir.), numéro spécial, « Le politique dans l'histoire touarègue », *Les Cahiers de l'Iremam* (4) : 67-86.

2000 « La construction coloniale d'une élite touarègue. Le cas des Kel Intessar, Soudan français (fin du XIX^e siècle-années quarante) », in P. BONTE & H. CLAUDOT-HAWAD (dir.), numéro spécial, « Élites du monde nomade touareg et maure », *Les Cahiers de l'Iremam* : 61-70.

CLAUDOT-HAWAD, H.

1989 « Femmes touarègues et pouvoir politique », *Peuples méditerranéens*, 48-49 : 69-79.

1990 « Honneur et politique : les choix stratégiques des Touaregs pendant la colonisation française », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, 57 : 11-47.

1998 « La hiérarchie des savoirs et des pouvoirs dans la société touarègue pré-coloniale et la recomposition des rôles socio-politiques pendant la guerre anticoloniale et après la défaite », *Nomadic Peoples*, Oxford, Berghahn.

CLAUZEL, J.

1989 *Administrateur de la France d'Outre-mer*, Marseille, Ed. Jeanne Laffitte.

COLONNA, F.

1975 *Instituteurs algériens, 1883-1939*, Paris, Presses de la Fondation nationale des sciences politiques.

COMBELLES, H.

1951 « L'enseignement des nomades dans le cercle de Gao (Soudan) », *Éducation africaine*, 39 (13) : 11-22.

1989 « L'enseignement des nomades touaregs et maures dans les cercles de Gao, 1948-1953 », *Mémoires de la colonisation, études et documents*, Aix-en-Provence, IHPOM, 23 : 125-134.

1993 « La scolarisation et les écoles nomades au Mali », in E. BERNUS ET AL. (dir.), *Nomades et commandants. Administrations et sociétés nomades dans l'ancienne AOF*, Paris, Karthala : 133-138.

CONKLIN, A.

1997 *A Mission to Civilize : The Republican Idea of Empire in France and West Africa, 1895-1930*, Stanford, Stanford University Press.

DRAGANI, A.

2015 « Poétesses en marge. Un cas d'interdiction de la parole poétique féminine », *Cahiers de littérature orale*, 77-78 : 111-142.

FATOUMATA, A.

1976 *La prise de Tombouctou par les Français et la résistance dans la région de Tombouctou 1916*, Mémoire de fin d'étude, Bamako, ENSUP.

FOURCADE, Y.

1938 « Opération de police en 1916 contre les Touaregs nigériens (Gourma) », *Revue des troupes coloniales* : 883-912.

FUGLESTAD, F.

1973 « Les révoltes des Touaregs du Niger (1916-17) », *Cahiers d'Études africaines*, XIII (1), 49 : 82-121.

1976 « Révolte et mort de Tegama, sultan d'Agadès (1920) », *Notes africaines*, 152 : 96-101.

1983 *A History of Niger, 1860-1960*, Cambridge, Cambridge University Press.

GAST, M.

1991 « L'école nomade au Hoggar. Une drôle d'histoire », *Revue des mondes musulmans et de la Méditerranée*, 57 : 98-111.

2004 *Tikatoûtîn : Un instituteur chez les Touaregs, itinéraire d'un apprenti ethnologue*, Grenoble, Éditions de la Boussole.

JÉZÉQUEL, J.-H.

2003 « Histoire de bancs, parcours d'élèves. Pour une histoire "configurationnelle" de la scolarisation à l'époque coloniale », *Cahiers d'Études africaines*, LIII (1-2), 169-170 : 409-433.

2005 « Les enseignants comme élite politique en AOF (1930-1945) », *Cahiers d'Études africaines*, LV (2), 178 : 519-543.

KATSAKIORIS, C.

2015 *Leçons soviétiques. La formation des étudiants africains et arabes en URSS pendant la guerre froide*, Thèse de doctorat, Paris, EHESS.

KLUTE, G.

1996 « The Coming State. Reactions of Nomadic Groups in the Western Sudan to the Expansion of the Colonial Powers », *Nomadic Peoples*, 38 : 49-71.

LECOCQ, B.

2002 « *That Desert is our Country* ». *Tuareg Rebellions and Competing Nationalism in Contemporary Mali (1946-1996)*, Amsterdam, Amsterdam School for Social Science Research.

LESOURD, C.

2007 « Femmes mauritaniennes en politique. De la tente vers le puits ? », *L'Année du Maghreb*, III : 333-348.

MARCY, G.

1941 « Les vestiges de la parenté maternelle en droit coutumier berbère et le régime des successions touarègues », *Revue africaine*, 388-389 : 187-211.

MARIE, A.

1997 *L'Afrique des individus. Itinéraires citadins dans l'Afrique contemporaine (Abidjan, Bamako, Dakar, Niamey)*, Paris, Karthala.

MATUSEVICH, M.

2008a « An Exotic Subversive : Africa, Africans, and the Soviet Everyday », *Race and Class*, 49 (4) : 57-81.

2008b « Journeys of Hope : African Diaspora and the Soviet Society », *African Diaspora*, 1 (1-2) : 53-85.

2012 « Expanding the Boundaries of the Black Atlantic : African Students as Soviet Moderns », *Ab Imperio*, 2 : 325-350.

OUALETT HALATINE, Z.

2013 *Adages Touaregs. Tuareg Sayings*, Paris, L'Harmattan.

2014 *Passions du désert. Nouvelles*, Paris, L'Harmattan.

2015 *Chronique Kal Ansar. Le tambour suspendu. Témoignage de l'Amanokal Mohamed- Elmehdi Ag Attaher Al Ansari*, Paris, L'Harmattan.

2016 *Femmes touarègues. L'ouragan du Mali, exactions, exils*, Paris, Alfabarre.

DE SAINT MARTIN, M., SCARFÒ GHELLAB, G. & MELLAKH, K. (DIR.)

2015 *Étudier à l'Est. Expériences de diplômés africains*, préface de J.-P. Dozon, Paris, Karthala, FMSH (« Hommes et Sociétés »).

TUCCI, G.

1949 « Contributo alla conoscenza dei Tuareg di Gat », *Rivista di etnografia*, 3 (1-2) : 1-11.

YENGO, P.

2011 « Jalons pour une historiographie des élites africaines formées dans le bloc soviétique », in M. LECLERC-OLIVE, G. SCARFÒ GHELLAB & A.-C. WAGNER (dir.), *Les mondes universitaires face au marché. Circulation des savoirs et pratique des acteurs*, Paris, Karthala : 137-150.

RÉSUMÉ

Dans le cadre des mobilités étudiantes afro-soviétiques, une vingtaine de Touaregs maliens, dont quatre femmes, ont été formés en Union soviétique et dans les pays de l'ancien bloc soviétique, entre les années 1960 et 1993, dans le secteur technico-scientifique (médecine, ingénierie, géologie et chimie). Après avoir contextualisé ces parcours d'étudiants dotés de capital international dans le difficile processus d'appropriation de l'institution scolaire par les Touaregs, leur devenir professionnel et politique est analysé, tant au sein de l'État malien qu'en appui aux mouvements indépendantistes.

ABSTRACT

Tuareg Students in the Former Soviet Bloc. — As part of African-Soviet student mobilities, between the years 1960 and 1993, around twenty Malian Tuareg, including four women, were trained in the Soviet Union and in the former Soviet bloc, in the technical-scientific sector (medicine, engineering, geology, and chemistry). After an historical contextualization of these international student's trajectories through the difficult process of adapting to institutionalized formal schooling, we analyze their future professional and political careers, both in Mali and in support of the independence movements.

Mots-clés/Keywords : Mali, URSS, Azawad, Touaregs, État, micro-histoire, mobilités, mouvement indépendantiste, scolarisation/Mali, USSR, Azawad, Tuareg, state, micro-history, mobilities, separatist movement, schooling.